



Sections du CALVADOS



ACTION COMMUNE

970 emplois supprimés en 2007 se traduisent pour le Calvados par la perte de 18,50 emplois (résultats ORE). **970 autres suppressions d'emplois** sont programmées pour 2008.

Les nouvelles menaces qui pèsent sur le milieu rural (le gel de l'emploi de chef de poste de Villers-Bocage en est le premier exemple), la mise en place de nouvelles organisations de travail contribuent à la dégradation continue des conditions de travail.

La pression sur les agents et l'encadrement est de plus en plus forte, liée aux objectifs et indicateurs du Contrat Pluriannuel de Performance (CPP).

A l'appel de leurs organisations syndicales nationales, les sections F.O.-Trésor et SUD-Trésor du Calvados s'associent à une action commune pour dire ensemble et avec TOUS les agents du Calvados

- NON** {
- aux suppressions d'emplois
 - aux dégradations des conditions de vie au travail
 - aux réformes annoncées au CTPM du 7 juillet 2005 (accueil commun...)
 - aux restructurations et fermetures de postes
 - à la remise en cause de l'existence de la Mutuelle du Trésor

- OUI** {
- à l'ouverture de réelles discussions sur l'amélioration des conditions de travail (indicateurs CPP, culture d'objectifs, management,...)
 - à l'ouverture de réelles discussions sur les droits et garanties des agents (droit à mutation, temps de travail...)
 - à l'ouverture de négociations salariales prenant en compte les pertes cumulées du pouvoir d'achat.

TOUS en GREVE
le jeudi 14 décembre 2006



UNIS DANS L'ACTION : TOUS EN GRÈVE LE 14 DÉCEMBRE !

Lors de l'intersyndicale du 4 décembre 2006, l'ensemble des organisations syndicales FO-CGT-CFDT-CFTC-SUD-UNSA ont fait le constat d'une situation particulièrement dégradée au Trésor public.

L'annonce des 970 suppressions d'emplois pour 2007 et sa traduction dans les départements au travers de l'ORE ne permettent plus aux agents d'exercer correctement leurs missions dans des services déjà fortement amputés par les suppressions antérieures.

Les fermetures de postes comptables en milieu rural, la spécialisation en milieu urbain, la généralisation de structures dévitalisant les postes comptables, la mise en place de nouvelles organisations de travail ainsi que les externalisations fragilisent de plus en plus le réseau en l'éloignant encore plus des usagers.

L'investissement incontestable des agents n'a d'égal que le refus persistant d'entendre leurs légitimes revendications.

La dégradation continue de leurs conditions de travail, accentuée par des pressions de plus en plus fortes liées aux objectifs et indicateurs du Contrat Pluriannuel de Performance (CPP) participent à un mal être ressenti par le plus grand nombre.

Face à cette situation de blocage, les organisations syndicales du Trésor public ont décidé d'agir pour obtenir l'ouverture immédiate de réelles négociations avec les Ministres sur les revendications exprimées par les personnels.

Elles exigent :

- l'arrêt des suppressions d'emplois
- l'arrêt des réformes annoncées au CTPM du 7 juillet 2005 (accueil commun...)
- l'arrêt de toutes restructurations de nature à remettre en cause le Réseau de proximité
- l'ouverture de réelles discussions sur l'amélioration des conditions de travail (indicateurs CPP, culture d'objectifs, management,...)
- l'ouverture de réelles discussions sur les droits et garanties des agents (droit à mutation, temps de travail...)
- l'ouverture de négociations salariales prenant en compte les pertes cumulées du pouvoir d'achat.

C'est pourquoi, et dans le cadre de la semaine d'actions initiée par les Fédérations des Finances, tous les syndicats du Trésor FO-CGT-CFDT-CFTC-SUD-UNSA ont décidé d'appeler au boycott de l'ensemble des réunions avec l'administration tant au niveau local que national (CTP, CAP, groupes de travail) dans la semaine du 11 au 15 décembre 2006.

Les syndicats du Trésor appellent l'ensemble des agents à participer à la journée de grève du 14 décembre 2006 et invitent dès aujourd'hui toutes leurs sections à réunir les personnels en assemblées générales ou en heures mensuelles d'information.

Paris, le 5 décembre 2006